



HAL
open science

Le métier de programmeur

Jodelle Zetlaoui-Leger

► **To cite this version:**

| Jodelle Zetlaoui-Leger. Le métier de programmeur. Urbanisme, 2008. hal-01941356v1

HAL Id: hal-01941356

<https://hal.science/hal-01941356v1>

Submitted on 30 Nov 2018 (v1), last revised 1 Jan 2019 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le métier de programmiste

par Jodelle Zetlaoui-Léger

in *Urbanisme* Hors Série n°33, Octobre 2008.

"Programmeur", "programmeur", "programmiste", telles ont été les dénominations successives prises par les spécialistes exerçant une activité de programmation architecturale ou urbaine en France depuis quarante ans. Cette instabilité traduit un processus de professionnalisation qui s'est récemment organisé à partir d'une fonction qui s'est elle-même autonomisée depuis peu. Telle qu'elle a commencé à s'exprimer à l'occasion des politiques nationales de planification d'équipements au XIXe siècle, la notion de programmation évoque dans une première acception l'idée de normalisation des procès et des produits. Au cours des années 60, elle prend une autre connotation plus stratégique de démarche d'aide à la décision dont les principes basés sur des activités de diagnostic, de scénarisation et d'évaluation sont définis dans le champ des théories de l'action, et expérimentés dans le cadre des politiques publiques et des méthodes de Rationalisation des Choix Budgétaires. Enfin, depuis la réforme de l'ingénierie publique dans les années 70 et 80, la programmation s'est trouvée décomposée en une suite d'études dites "préalables" à la conception et à la réalisation d'un projet - études d'opportunité, de faisabilité, de préprogrammation et de programmation technique détaillée – et placée sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage.

En France, les premiers professionnels à avoir défendu la singularité et l'importance de cette activité appartenaient aux structures d'études urbaines qui se sont développées à partir de la fin des années 50. D'origine disciplinaire diverse, ils revendiquaient le titre "d'urbaniste" dont ils contestaient le monopole aux architectes. Ils souhaitent promouvoir de nouvelles méthodes basées sur des principes de travail collectif, de pluridisciplinarité des approches et de participation des habitants, sur fond de critique du centralisme bureaucratique et technocratique voire du fonctionnalisme. Mais les premiers à s'engager dans une démarche de structuration d'une profession seront, à partir de la fin des années 70, des "programmeurs urbains" impliqués dans la création des Villes Nouvelles. Ils seront suivis quelques années plus tard par des représentants de toute une génération d'architectes conscients des problèmes se posant de façon récurrente dans la formulation de la commande et percevant dans la réforme de l'ingénierie publique une opportunité de se détourner d'une carrière de maître d'oeuvre offrant peu de perspectives. Ces derniers seront à l'origine de la création en 1994 de l'actuel Syndicat des Programmistes en Architecture et en Aménagement. La disparition des bureaux d'études cités précédemment, la fragmentation des études préliminaires entre différents prestataires suite à la réforme de l'ingénierie publique et à celle du code des marchés publics dans un contexte de crise économique, ainsi que l'avènement d'une approche du "projet urbain" très axée sur le travail de conception et sur la figure de l'architecte-urbaniste, auront pour conséquence à partir des années 80, une certaine disparition de la fonction de programmation urbaine comme démarche stratégique globale. Outre le domaine de la promotion immobilière où elle s'était développée depuis les années 50, la programmation s'affirme dès lors surtout dans le champ des constructions publiques avec la généralisation des concours. Elle est prise en charge par des architectes pour la plupart autodidactes, les écoles d'architecture ne proposant pour leur quasi-totalité aucune formation spécifique liée à cette compétence appréhendée comme relevant du champ de la maîtrise d'ouvrage.

Depuis 2001, face à l'augmentation d'une demande de compétences en programmation architecturale et urbaine, un diplôme de troisième cycle conjointement dispensé par l'Institut d'Urbanisme de Paris et l'École d'Architecture Paris Malaquais a été ouvert à des étudiants de différentes disciplines, tandis que des dispositifs de formation continue ont été créés. Bien que le titre de programmiste ne soit pas protégé, une procédure de qualification a été mise en place par l'Organisme Professionnel paritaire de Qualification Technique des Économistes et Coordonnateurs de la Construction.

Une enquête réalisée en 2005 pour le PUCA identifiait 188 bureaux d'études et 837 services intégrés à des maîtrises d'ouvrage publiques ou privées, spécialisé dans ce domaine. En fait, la recherche de capitalisation des expériences et d'une meilleure gestion des délais sont les arguments les plus avancés pour justifier une programmation intégrée. Ce type de choix est surtout le fait d'organismes assurant la constitution et la gestion d'un patrimoine immobilier dont la programmation vise parfois à être standardisée. L'activité est plutôt externalisée par des maîtres d'ouvrage publics affirmant ne pas disposer pas de compétences suffisantes en interne, être confrontés à des opérations complexes, et-ou souhaitant faire appel à une structure indépendante pouvant susciter des innovations et adopter une distance critique par rapport à un projet. D'une façon plus générale, l'importance que revêt la programmation selon les commanditaires ou les professionnels en charge de cette activité, se décline en trois grands aspects : "la clarification de la commande et des enjeux d'une opération", "l'identification des attentes ou des besoins des destinataires d'un projet", "la maîtrise des coûts et des délais". Alors qu'une image très technico-administrative a eu tendance à être associée à la programmation dans les années 80 jusqu'au début des années 2000, une autre dimension serait de nouveau associée à cette activité, en particulier en urbanisme. Elle correspondrait à une demande émergente d'assistance à maîtrise d'ouvrage programmatique à la fois verticale, à toutes les phases d'une opération, et transversale, au croisement des objectifs sociaux, technico-économiques et environnementaux en jeu, s'inscrivant dans un mouvement plus global de recherche croissante de médiation et de traduction dans la gestion de projets.